

Énoncé Statement

Pour diffusion immédiate

Also available in English

LE MANQUE DE MÉDICAMENTS TUE, DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT *Déclaration conjointe en ce 5^e anniversaire du Régime canadien d'accès aux médicaments*

14 mai 2009 – Ottawa et Toronto

Nous représentons des milliers de gens des quatre coins du Canada et, ce qui est encore plus important, nous écrivons au nom des dix personnes qui mourront d'une maladie pourtant traitable, au cours des deux minutes qu'il faut pour lire la présente. Tristement, une grande partie de ces mourants sont des enfants.

Il y a cinq ans jour pour jour, le 14 mai 2004, la loi canadienne qui a créé le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM), adoptée avec l'appui unanime de tous les partis politiques au Parlement, recevait la sanction royale.

Le but était louable et il le demeure : procurer des médicaments génériques à prix abordable aux personnes des pays en développement. Le Canada a été le premier pays à mettre en application certains changements du droit international du commerce qui autorisaient dès lors les licences obligatoires pour des médicaments salvateurs.

Malheureusement, l'initiative comportait et comporte encore de graves lacunes.

En cinq ans, le RCAM n'a été utilisé qu'une seule fois, pour acheminer un lot d'une triple combinaison médicamenteuse contre le sida, au Rwanda. Cette unique réussite a pris des années d'efforts d'un fabricant de médicaments génériques et de nombreux organismes de la société civile, en plus de l'implication d'une fondation internationale.

Ces médicaments livrés en septembre dernier représentaient une importante percée pour quelque 21 000 Rwandais-es vivant avec le VIH : ils reçoivent à présent un médicament qui leur aurait autrement été inaccessible. Mais ce n'est qu'une fraction de l'action requise pour élargir l'accès aux traitements anti-sida dans le monde en développement.

De plus, le RCAM a peu de chances d'être utilisé à nouveau pour son objectif humanitaire affirmé, d'accroître l'accès des personnes de pays pauvres à des traitements abordables contre le VIH et d'autres maladies. Les règles du RCAM l'empêchent en effet

d'être le mécanisme convivial dont les pays en développement ont besoin afin de s'assurer un approvisionnement viable en médicaments.

Heureusement, il y a de l'espoir. Un nouveau projet de loi est actuellement devant le Parlement (Projet de loi S-232) : il a pour but de simplifier le RCAM par une « solution à licence unique », au lieu de la méthode problématique qui requiert une nouvelle licence obligatoire pour chaque commande et pour chaque pays acquéreur. Une « solution à licence unique » permettrait d'éliminer la principale lourdeur administrative qui fait en sorte que le RCAM n'est pas utilisé par d'autres pays en développement et d'autres fabricants canadiens de médicaments génériques.

Nos discussions avec des citoyen-nes concernés et avec des organismes de la société civile de partout au pays nous indiquent que les Canadien-nes ne sont pas prêts à baisser les bras et à voir le Canada trahir la promesse faite, il y a cinq ans aujourd'hui, par le Parlement.

Le temps presse : jour après jour, des gens meurent. Le RCAM a maintenant cinq ans. Plusieurs enfants auxquels il aurait pu sauver la vie sont décédés. À l'heure actuelle, la moitié des enfants séropositifs au VIH en Afrique subsaharienne perdent la vie avant l'âge de deux ans parce qu'ils n'ont pas accès à des médicaments abordables et adaptés à un usage pédiatrique. Le Canada pourrait aider à répondre à cette tragédie de santé publique et de droits humains, en simplifiant son RCAM pour qu'il fonctionne.

En cette journée d'anniversaire, nous exhortons tous les parlementaires à renouveler leur engagement à renforcer le rôle du Canada pour répondre à la crise du sida et à d'autres besoins mondiaux en matière de santé – et à s'engager à rectifier le RCAM afin que la promesse faite par le Parlement, au nom de tous les Canadien-nes, devienne réalité.

Nous invitons les citoyens et citoyennes à demander à leurs députés de débarrasser le RCAM des obstacles et éléments dysfonctionnels qui l'empêchent de livrer la marchandise.

Pour de plus amples renseignements : www.aidslaw.ca/rcam

- 30 -

Pour de plus amples renseignements :

Gilles Marchildon
Réseau juridique canadien VIH/sida
+1 416 595-1666 (poste 228)
gmarchildon@aidslaw.ca

Action Canada pour la population et le développement
Africa Change International

AIDS Committee of Guelph & Wellington County
AIDS PEI
Around the Corner Kingston Grandmothers
Association canadienne des infirmières et infirmiers en sidologie
Black Coalition for AIDS Prevention (Toronto)
Bracelet of Hope Campaign (formerly Masai for Africa)
British Columbia Persons With AIDS Society
Burlington Ubuntu Grandwomen
Fédération des étudiants et étudiantes en médecine du Canada
Carrefour Canadien International
Canadian Physicians for Aid and Relief
Coalition interagence sida et développement
Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements
Central Alberta AIDS Network Society
Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida
G-Moms of Port Perry, Grandmothers to Grandmothers Campaign
Grandmothers to Grandmothers Campaign National Advocacy Committee
Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale
HIV Edmonton
Le conseil des africains et caraïbeens sur le VIH/SIDA en Ontario
Living Positive Resource Centre (Okanagan)
McGill Global AIDS Coalition
OHAfrica
Ontario AIDS Network
Oxfam Canada
People's Health Movement Canada
Positive Living North
Réseau canadien d'info-traitements sida
Réseau juridique canadien VIH/sida
RÉSULTATS Canada
Sida bénévoles Montréal
Société canadienne de l'hémophile
Streetworks (Edmonton)
Toronto People With AIDS Foundation
UNICEF Canada
Universities Allied for Essential Medicines
Women For African Grandmothers (Toronto)